

LA COMMEMORATION DU 23 MARS

Le premier anniversaire de l'insurrection du 23 Mars 1965 a été célébré au Maroc, en dépit du climat policier particulièrement pesant qui règne dans le pays depuis l'enlèvement du frère Méhdi Ben Barka, en dépit, également, des "mesures préventives" prises par le gouvernement. Dès le début de Mars, on remarquait un renforcement de la surveillance autour de l'U.N.F.P. et de l'UNEM. Plusieurs dizaines d'étudiants étaient arrêtés, notamment à Casablanca. Le camarade Omar Bengelloun, membre de la commission administrative de l'UNFP, était enlevé le 15 Mars. Enfin, un conseil ministériel devait traiter spécialement des mesures à prendre en prévision du 23 Mars. Il n'est pas inutile de signaler ici que Oufkir proposa, au cours de ce conseil, que tous les dirigeants progressistes soient arrêtés et conduits dans l'extrême sud du Maroc, à Tarfaya... Mais le procédé parut finalement maladroit.

La commémoration du 23 Mars eut lieu néanmoins. L'Union Nationale des Etudiants du Maroc qui, on s'en souvient, avait joué un rôle primordial dans le déclenchement de l'insurrection, décréta une grève générale dans l'ensemble des établissements secondaires et supérieurs. La police se démena beaucoup, mais ne put empêcher la grève. En désespoir de cause, le pouvoir eut recours à la répression aveugle. Il ordonna l'intervention de la police et des "forces auxiliaires" contre les étudiants réunis, au soir de la première journée de grève, en Assemblée Générale à la Cité Universitaire. Une centaine d'étudiants furent plus ou moins gravement blessés au cours des échauffourés. Et la police dut finalement procéder à l'évacuation, puis à l'occupation de la Cité. En outre, le gouvernement décida la fermeture des facultés et de plusieurs établissements secondaires à Rabat, Casablanca, Fès et Meknès. Environ 330.000 élèves et étudiants furent touchés par cette mesure. (I)

(I) Il faut dire, à ce propos que le gouvernement royal a recours systématiquement à des mesures de cet ordre que l'UNEM a qualifiées à juste titre, de "politique de déscolarisation" (et qui furent à l'origine de l'insurrection de l'année dernière). C'est le moyen, pour lui, de faire face à la crise de l'enseignement, crise provoquée essentiellement par l'augmentation sans cesse croissante des effectifs au moment où les possibilités en locaux et en enseignants restent stationnaires, et même diminuent (Le budget de l'Education Nationale a été diminué de 10% l'année dernière en faveur -répression oblige ! - de l'armée et de la police.). Cette

Enfin, un conseil de l'université fut convoqué pour le 25 Mars auquel participèrent le roi et... Oufkir! C'est sans doute la première fois dans les annales universitaires qu'un ministre de l'intérieur — et criminel de notoriété mondiale de surcroît — siège dans une instance de cette nature (à moins que l'on ne cherche chez Franco ou autres Trujillo). On comprit, au cours de la réunion, que la présence d'Oufkir répondait au souci d'intimider les honorables doyens. En effet, le roi exigea de ces derniers la signature d'un document dans lequel ils s'engageaient à prêter assistance à la police en signalant les "meneurs" parmi les étudiants!... Le fascisme est un système : entre l'assassinat politique et l'enbrigadement de l'université, il y a un lien logique.

_____ + + + _____

(I) crise s'avère, cette année, d'autant plus grave, et aujourd'hui pratiquement insoluble, du fait que le gouvernement ne pourra plus recourir, avec les mêmes facilités que par le passé, à la panacée de l'assistance culturelle française. Après l'affaire Ben Barka, il est improbable que les quelques 12.000 enseignants français demeurent encore tous au Maroc en Octobre prochain. D'où le renvoi massif et systématique des élèves sous le moindre prétexte...

REFLEXIONS SUR L'INSURRECTION POPULAIRE

DU 23 MARS 1965

" La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois apparaissent dans une lumière sinistre, chaque fois que les esclaves, les asservis, les accablés, les écrasés de cet ordre se soulèvent contre leurs maîtres. Cette civilisation, cette justice se dévoilent alors : c'est la sauvagerie sans masque, la vengeance sans frein." Karl Marx

(La lutte de classe en France)

La révolte populaire du 23 Mars 1965 constitue un événement capital, par son ampleur, par les répercussions immédiates et lointaines sur l'orientation du régime royal, enfin par son caractère de première insurrection populaire dont les objectifs anti-monarchiques ne souffrent aucune équivoque. Il s'agit à proprement parler d'une insurrection révolutionnaire avortée dont le sens doit être dévoilé, explicité, de manière à en tirer les enseignements sur le plan théorique et organisationnel.

Mais avant de se livrer à des réflexions de cet ordre, il convient de rappeler les faits et tout d'abord le contexte politique qui permet de mesurer la portée de ces faits.

La vie politique, à la veille du 23 Mars, reste dominée par ce qui a été appelé "le complot de Juillet 63". Des centaines de militants de l'U.N.F.P. sont emprisonnés ou exilés. Plusieurs dirigeants - dont Basri, Ben Barka, Bengelloun - sont condamnés à mort. L'activité politique du parti semble s'être réfugiée au Parlement. L'U.N.E.M. n'échappe pas aux persécutions : ses locaux sont occupés par la police; un procès en dissolution lui est intenté; son président, Haloui, attend en prison depuis cinq mois d'être traduit devant un tribunal militaire et il risque à son tour la peine capitale.

En outre, une véritable psychose de la répression semble paralyser les masses. Les enlèvements, les tortures, les assassinats, les multiples condamnations à mort, tout cela a créé

une atmosphère de terreur. Il y a bien eu la notion de censure (déposée au Parlement par le groupe U.N.F.P. en Juin 1964) qui a provoqué un enthousiasme formidable et un sentiment de délivrance dans tout le pays. Mais en vérité, si délivrance il y a, il s'agit d'une délivrance symbolique, d'une catharsis. De fait, une semaine après, tout rentre dans l'ordre.

Si bien qu'un représentant du pouvoir peut déclarer en toute quiétude : "Les masses populaires dont ils parlent n'existent que dans leur imagination... Le peuple marocain, partout dans le pays, ne donne aucun signe de mécontentement... Bien au contraire! D'ailleurs, la politique ne l'intéresse pas; les agitateurs de l'opposition peuvent continuer longtemps à prêcher dans le désert...".

C'est alors qu'éclata la révolte qui est sans conteste, la plus importante démonstration populaire depuis les manifestations de 1952 (après l'assassinat de Ferhat Hachad) qui avaient annoncé la fin du protectorat.

Rappelons maintenant les faits :

On sait que la cause immédiate de la révolte est une circulaire de l'Education Nationale. Selon ce texte, plusieurs milliers d'élèves du secondaire se voient soudain, en pleine scolarité, exclus pour raison d'âge. Cette mesure discriminatoire, après d'autres de même nature, telles que le refus de 150.000 enfants dans la première année du primaire, de 160.000 dans la première année du secondaire, etc... Pour combattre cette "politique de déscolarisation" - et également pour obtenir la libération du président Haloui - l'U.N.E.M. organise une semaine d'agitation qui débute le lundi 22 Mars. Ce jour là, les 13 établissements secondaires de Casablanca sont fermés; des manifestations imposantes se déroulent dans plusieurs quartiers de la ville. On estime à 3.000 le nombre des élèves, souvent très jeunes, arrêtés au cours de cette journée.

Les manifestations reprennent le lendemain. Mais elles ne sont plus limitées aux seuls élèves en grève. Les parents, les chômeurs, l'ensemble de la population de Casablanca, descendent dans la rue. La police, les forces auxiliaires, les C.M.I., se montrent incapables de contenir le mouvement qui se transforme rapidement en insurrection. Les manifestants prennent conscience de leur force; des barrières sont dressées; des commissariats sont occupés, d'autres incendiés; la foule se dirige vers la prison et certains "points névralgiques" de la ville. Un indice révélateur: les forces de l'ordre qui "chargeaient", tout à l'heure, les manifestants, fraternisent maintenant avec eux. Bref, Casablanca est entre les mains du peuple.

Il a fallu l'intervention de l'armée pour arrêter le mouvement insurrectionnel. L'armée occupe littéralement la ville. Auto-nitrailleuses, blindés, hélicoptères équipés de mitrailleuses,

vient

tirent sans distinction sur les quartiers populaires. Malgré leur héroïsme, leur détermination, les masses populaires ne peuvent tenir devant le déploiement formidable des forces armées et la mise en branle des moyens techniques de répression les plus perfectionnés. Dans le camp populaire, les armes font tragiquement défaut.

Mais c'est au prix d'un massacre collectif, de la plus sauvage tuerie que le pouvoir a repris le contrôle de la situation. Le nombre exact des victimes n'a pu être connu; les autorités ont procédé à l'enterrement clandestin des morts pendant le couvre-feu. Cependant, le recoupement des informations les plus sérieuses permet d'avancer les chiffres d'environ 2000 morts et plus de 15000 blessés.

L'insurrection n'est pas restée cantonnée à Casablanca. Des manifestations violentes ont eu lieu à Rabat, à Fès où l'on déplora plusieurs dizaines de morts, puis à Marrakech, Kénitra, Khouribga, Taza, Settat, Béni-Mellal, Séfrou, Tanger, Tétouan.

Une grève générale est déclenchée à Casablanca dans l'après-midi du mercredi 24, suivie d'une grève des enseignants qui englobe l'ensemble du pays.

La répression judiciaire fait suite aux massacres. Les tribunaux siègent sans désenpanner et condamnent les détenus à des peines allant généralement de un mois à deux de prison ferme; 177 condamnations sont prononcées dans la seule journée du 26; ce chiffre atteint 481 à la fin de la semaine.

La tuerie de Casablanca, les jugements sommaires ne semblent pas apaiser la frayeur provoquée chez le pouvoir. Comme mesure d'intimidation supplémentaire, Hassan ordonne à la fin de la semaine, le samedi 27, l'exécution de 14 prisonniers politiques arrêtés depuis le mois de Juin.

Après tout cela -et seulement après- le moment de la "politique" : le lundi 29, le roi prononce un discours en arabe dialectal. Le ton est attristé, d'une démagogie imbécile, surtout très vague : "Je suis prêt, avec vous, à être le premier à dénoncer les abus..." " Je suis comme vous, un chef de famille avec les mêmes obligations..." etc.. Il cite également la célèbre parole de Churchill à l'adresse du peuple anglais pendant la 2ème guerre mondiale, qui, dans sa bouche, a l'allure d'un lapsus révélateur : "Je n'ai rien à vous offrir que du sang, de la sueur et des larmes".

Enfin, il ne faut pas oublier la conférence de presse de Mahjoub Ben Seddiq, la veille du discours du roi. Il réclame : " L'arrêt de la répression, l'annulation des jugements, la libération de tous les détenus, l'annulation de la circulaire ministérielle et de toutes les autres dispositions qui entravent la sco-

larisation normale". Il ajoute : " Pour atteindre ces objectifs, la commission administrative donne mandat au bureau national de l'U.M.T. pour prendre toutes les mesures, y compris la grève générale dans tout le Maroc". Faut-il préciser que celle-ci n'eut jamais lieu ?...

Tels sont les principaux faits qui constituent ou accompagnent la révolte du 23 Mars 1965. Leur seule évocation permet déjà, de déceler certains problèmes décisifs qui sont posés au mouvement révolutionnaire marocain et qui y trouvent les éléments concrets de réflexion et des indications pour une solution adéquate. Il faut ajouter, qu'en plus de son importance intrinsèque, l'insurrection de Mars suscite un surcroît d'intérêt aujourd'hui, un intérêt spécial commandé par les exigences de la situation au Maroc par l'affaire Ben Barka. Cet intérêt doit se manifester en premier lieu, nous semble-t-il, par l'analyse des éléments concrets, particuliers et inédits qui représentent dans l'insurrection manquée, à côté des autres aspects spontanés, confus et anarchistes, les aspects de contestation consciente et radicale de la monarchie.

Ce caractère révolutionnaire des événements de Mars s'affirme notamment dans la participation active de larges masses travailleuses, ainsi que dans des faits, apparemment moins importants mais, qui dénotent, incontestablement, pour peu qu'on y prête attention, un refus conséquent du régime royal. Dans la mesure où la description même des faits révèle déjà, directement, le rôle primordial des masses, nous allons insister surtout sur les aspects "qualitatifs" qui sont moins voyants, plus subtils et demeurent généralement négligés.

Ce qui frappe, de prime abord, c'est le rôle joué dès le début des manifestations par les jeunes et même les enfants - ces Gavroche de toutes les révolutions. Ces derniers font preuve d'une ingéniosité et d'un héroïsme qui apparaissent dans cent petits et grands faits que notre peuple n'est pas prêt d'oublier, et qui iront alimenter la légende de la "semaine sanglante". Du reste, bien vite, un slogan rythmé ("Hassan, Gare, gare! - Les gosses vont t'avoir !"), faisant fortune à une interjection pittoresque venue dans le discours du roi, évoque le grand danger que constituent les gosses pour le régime. Et l'on se rend compte qu'il contient une bonne part de vérité quand on mesure le rôle exaltant et mobilisateur joué par les enfants de Casablanca dans l'insurrection de Mars. Il convient de souligner également la participation massive et efficace des femmes. Avec un courage et une dignité qui font ressortir davantage la lâcheté et l'ignominie du massacre, descendant dans la rue aux côtés de leurs enfants, mari ou frères, n'hésitant pas à transformer leur "jellaba" en torchon incendiaire, déversant par les fenêtres des maisons, sur les soldats et policiers, tout ce qui peut remplacer les armes : meubles, ustensiles de cuisine ou eau bouillante... nos Mère Pélagie ont

(I) Deux exemples seulement : on force les propriétaires de voitures à verser un impôt original pour traverser le barrage : ils doivent laisser leurs roues de secours qui vont se transformer une fois imbibées d'essence et allumées, en redoutables lance-flammes roulants... Cet enfant de douze ans se met au volant d'un camion et défonce la porte de la prison qui avait résisté jusque là aux assauts des manifestants, avant de tomber sous les balles d'une mitrailleuse...

"pratiquement" démontré que le combat contre la monarchie est l'affaire de tout le peuple. Si bien que, désormais, les thèmes de propagande qui posent que "les femmes" - au même titre que "les campagnes, cette autre entité mythique- sont ad-vitam eternam les piliers de la théocratie, n'auront pas la tâche aussi facile. Depuis plusieurs années, personne, à l'extérieur ou à l'intérieur du Maroc, ne peut ignorer les sentiments des étudiants marocains à l'égard de la monarchie, et bien, on saura de même à l'avenir que ces sentiments sont largement partagés par une autre force non moins négligeable : les femmes !

Dans le même ordre d'idées - c'est à dire pour souligner l'aspect révolutionnaire du 23 Mars - considérons la cause directe de l'insurrection : la circulaire du Ministère de l'Education Nationale. Il est particulièrement révélateur que les événements les plus meurtriers qu'ait connu le Maroc moderne aient pour origine immédiate un problème scolaire. Que l'insstruction, soit devenue une question de vie ou de mort, on ne pourra le comprendre que si l'on saisit tout ce que représente l'enseignement", "l'école", "les études", pour ces familles populaires surchargées, dont les ressources provenant du travail du père ou du frère aîné et parfois de la mère, femme de ménage, sont précaires, devant lesquelles aucune possibilité de "s'en sortir" n'existe, et qui en viennent ainsi à reporter leur espérance raisonnable ou folle sur le Fils-qui-fait-des-études, et qui sera agent des P.T.T. ou instituteur, avocat ou médecin. Des garçons et des filles de 15 ans se trouvent investis d'une responsabilité démesurée, de la mission, matérielle et mythique, de "sauver la famille", c'est à dire de lui assurer aisance et dignité.

Dès lors, il n'est pas étonnant que la famille qui, subitement, apprend que ce fils ou cette fille ne peut plus poursuivre ses études, le ressent comme une injustice extrême. C'est tout un monde qui s'effondre. Le seuil de résignation est dépassé, et l'homme qui, jusqu'à présent, paraissait le plus paisible, prononce le "c'est assez !" qui annonce les révolutions.

L'injustice extrême entraîne une extrême révolte. Une révolte qui jette bas les barrières et les tabou. Celui qui était vénéré naturellement, unanimement et, assurait-on, jusqu'à la fin des temps, Celui qu'on ne pouvait remettre en question, à moins de passer pour un fou, bref, Celui dont les attributs ne souffraient la comparaison qu'avec ceux de Dieu, Le voilà bafoué par les ignorants et les miséreux. "Le Roi" est conspué et "la Monarchie" foulée aux pieds. Alors que la république, qui n'était pas une forme de gouvernement ou une simple opinion mais littéralement un péché mortel, la République est scandée par un peuple déterminé et tout puissant.

Il n'est pas inutile de s'arrêter ici aux slogans qui ont jailli comme des fleurs sauvages pendant les journées de

Mars. Car l'état d'esprit véritable du peuple y est comme concentré. On trouve dans ces formules rythmées l'ingéniosité irrévérencieuse et vindicative ("Hassan, le Draoui!(I)"), le bon sens efficace ("Hassan, fous le camp! le Maroc ne t'appartient pas !"), l'imprécation terrible et le jugement sans appel ("Plutôt un "juif" ou un "chrétien" ! mais pas Hassan II"). Ce dernier slogan apparaît sans doute le plus profond et le plus audacieux, à condition que l'on ne s'arrête pas à son apparence superficielle et xénophobe et que l'on se réfère uniquement à l'aspect anti-théocratique d'un tel slogan, qui seul nous intéresse ici. Le régime "chérifien" n'a peut-être jamais subi de coup plus dur. Ce qu'il faut en tout cas retenir des slogans de Mars, c'est qu'ils marquent une contestation irréversible -et joyeuse- de la monarchie.

Or, quand on sait qu'un tel système tire sa justification essentiellement, sinon exclusivement, de son caractère sacré, mythique, charismatique, on peut comprendre à quel point les slogans répétés par le peuple aux quatre coins du Maroc attestent une rupture profonde avec le passé. Oui, quelques mots scandés ont fait qu'il y a du nouveau sous le soleil marocain. Et qualifier d'historiques et de révolutionnaires les journées de Mars, ce n'est pas faire une concession à la phraséologie.

Ainsi, les événements de Mars ne sont pas seulement une "explosion de colère", une flambée de violences désordonnées. La révolte porte en elle les prémisses et les promesses d'une révolution populaire. Il manque, pour que l'insurrection ne tourne court et n'aboutisse à un massacre sans commune mesure avec les buts atteints, que le mouvement spontané des masses soit approfondi, développé, poussé jusqu'à ses ultimes conséquences. Cela ne pouvait être que le fait du parti, dont la situation objective, par suite de la répression systématique et ininterrompue depuis Juillet 65, ne lui permettait en aucune manière d'assumer cette tâche.

Il reste que le 23 Mars a démontré "pratiquement", le besoin de la révolution sociale chez les masses laborieuses, et portant sa possibilité. Il a posé, simultanément -dans le sang et les souffrances- le problème des moyens matériels, de l'instrument de cette révolution.

Cette double exigence dominera désormais les préoccupations du mouvement progressiste marocain.

(I) Originaire de la région du Draa, traditionnellement esclave au Palais royal.

Certes, un compromis avec le Palais restait théoriquement possible. Dès le moment où le 23 Mars constituait pour le pouvoir un avertissement sérieux et qu'il allait en tirer rapidement les conséquences. Dès le moment, surtout, où le pouvoir absolu du roi risquait de se voir contester -de l'intérieur- par l'appareil de répression (symbolisé par Oufkir) qui commençait à avoir ses ambitions politiques propres. Certaines initiatives du roi, telles que la libération des détenus, la reconnaissance publique de l'échec de sa politique depuis l'indépendance (dans le discours annonçant la mise en veilleuse des institutions "préfabriquées"), l'ouverture de négociations avec l'U.N.F.P., la nationalisation d'une partie du commerce extérieur, pouvaient raisonnablement accrédi- ter une certaine volonté de réforme de la part du régime. Personne -surtout au sein de la gauche- ne se faisait d'illusion, les mesures prises par le Palais ne changeant rien au fond du problème; le pas décisif -qu'aurait été, par exemple, la convocation d'une assemblée constituante et la formation d'un gouvernement de gauche - n'était pas franchi. Toujours est-il que toute possibilité de compromis -bien que déjà très aléatoire- n'était pas exclue.

Le 29 Octobre 1965, cette possibilité est définitivement détruite. Le crime perpétré contre notre camarade Méhdi Ben Barka, marque une rupture totale avec le régime. Les impératifs posés par le 23 Mars 1965 au mouvement progressiste demeurent à l'ordre du jour. L'affaire Ben Barka y ajoute un coefficient d'urgence. Et c'est bien là le sens de la déclaration du frère Abderahim Bouabid, qui est en vérité l'énoncé de tout un programme : "Dans les conditions actuelles, nous serions ridicules de continuer à jouer tout seul le jeu démocratique des manifestations de masses. Il faut nous réorganiser en fonction de ces fluctuations nouvelles, revoir nos méthodes d'action, nos structures, ne plus compter sur une ouverture à gauche ou même une libéralisation du régime. Entre le pouvoir et nous, il y aura désormais, toujours le cadavre de Méhdi."

Mars 1966

_____ + + + _____